

LE MAIRE DE ROUEN

MONSIEUR PIERRE ANDRE DURAND  
PREFET DE LA SEINE MARITIME  
PREFECTURE DE LA SEINE MARITIME  
7, PLACE DE LA MADELEINE  
CS 16036  
76036 ROUEN CEDEX

Cabinet du Maire  
N/Réf : NMR/SR/juil-2020  
Téléphone : 02.35.08.86.53

Rouen, le 9 juillet 2020

Monsieur le Préfet,

Mardi 7 juillet se tenait un CODERST (Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques) dont l'ordre du jour concernait notamment une autorisation d'ouverture d'unité supplémentaire au sein de Lubrizol. Même si je ne dispose pas du droit de vote dans ce Conseil, j'ai indiqué publiquement dès mardi mon opposition en tant que Maire de Rouen à cette réouverture dans de telles circonstances, sur la base des arguments que vous trouverez dans le communiqué ci-joint. Je réitère cette opposition.

Sur le fond, nous avons déjà co-signé avec plusieurs Maires, parlementaires et élus locaux un communiqué listant un certain nombre de conditions précises, préalables à toute reprise de l'activité du site, au moment de l'examen de la précédente demande de réouverture partielle de l'usine le 10 décembre dernier. Sur la forme, examiner cette demande de réouverture en plein milieu du calendrier électoral, aussitôt après l'élection municipale mais avant l'élection métropolitaine (qui aura lieu le 15 juillet prochain), alors que c'est précisément la Métropole Rouen Normandie qui siège au CODERST et non les Communes, est pour le moins surprenant.

Vendredi 10 juillet se tient un Comité pour la transparence et le dialogue, instance *ad hoc* mise en place suite à l'incendie du 26 septembre. Nous souhaitons tous plus de transparence et de dialogue. C'est pourquoi je vous saurais gré, Monsieur le Préfet, de bien vouloir rendre publics en amont la liste des participants, l'ordre du jour, le compte-rendu des réunions précédentes (auxquelles je ne participais pas, n'étant pas encore élu Maire) ainsi que les documents qui seront évoqués à l'occasion de cette réunion. A ce jour, c'est-à-dire à moins de 24h de la réunion, je n'ai rien reçu. La presse fait également état d'un effondrement d'une « toiture amiantée » sur le site, vendredi 3 juillet. Pourriez-vous m'apporter les éléments explicatifs ?

L'incendie du 26 septembre 2019 a montré les limites des dispositifs existants en matière de communication et de diffusion de l'information vis-à-vis des habitants. Depuis plusieurs mois, de nombreux élus locaux de tous bords politiques sollicitent l'Etat pour la mise en place d'un système de communication par téléphonie mobile (de type 'Cell Broadcast'), dispositif existant dans de nombreuses villes en Europe et dans le monde, par ailleurs mis en avant par le Président de la République lui-même lors de sa venue à Rouen le 30 octobre dernier.

Tout courrier doit être adressé à :  
Monsieur le Maire de Rouen  
2, place du Général-de-Gaulle  
CS 31 402  
76037 Rouen Cedex  
Tél. : 02 35 08 69 00  
Courriel : rouen@rouen.fr  
www.rouen.fr

Dans la réponse à un courrier que je lui ai adressé en mars sur ce point, le Gouvernement m'a indiqué que les dispositions nationales à ce sujet seront prises d'ici juin... 2022 (!) et que « *compte tenu des fortes contraintes budgétaires (...), il n'est pas possible de prévoir un financement complémentaire par l'Etat des systèmes d'alertes institués par les communes.* ».

Cette réponse me paraît inadaptée à l'urgence et à l'importance de l'enjeu. Nous ne pouvons pas attendre 2022. Si une nouvelle catastrophe industrielle se produisait demain sur l'un des sites Seveso de notre territoire, ce que personne ne souhaite évidemment mais qu'il est de notre responsabilité conjointe d'anticiper, nous devons pouvoir nous appuyer, pour alerter les populations, sur autre chose que ce qui avait été utilisé le 26 septembre dernier, avec les limites et les défaillances que chacun (re)connaît. Je suis prêt, pour ma part, à proposer à mes collègues maires que la Métropole Rouen Normandie contribue, aux côtés de l'Etat, au financement de la mise en place urgente d'un dispositif 'Cell broadcast' ou équivalent.

La gestion de l'incendie Lubrizol/Normandie Logistique a montré que nos concitoyens n'avaient pas toutes et tous le même niveau d'information et ne savaient pas toujours quels gestes, quels comportements adopter. Au sens large, la culture du risque industriel doit être rapidement améliorée. Il me semble indispensable qu'un document soit diffusé dans les meilleurs délais par l'Etat -garant de la sécurité civile- à tous les Rouennais et au-delà, rappelant de façon pédagogique ce qu'il faut faire en cas d'accident, explicitant en transparence les améliorations qui ont pu être apportées depuis le 26 septembre dernier en matière de sécurité industrielle (non seulement pour le site de Lubrizol/Normandie Logistique mais pour l'ensemble des sites Seveso seuil haut du territoire), et listant les prochaines étapes. La Ville de Rouen est prête à vous apporter son concours dans l'élaboration et la diffusion de ce document.

Le 26 septembre prochain se tiendra le triste premier anniversaire de ce qui restera comme un moment particulièrement marquant pour notre territoire et ses habitants. Cette année, la date coïncidera avec la Semaine Européenne du Développement Durable, du 20 au 26 septembre. J'y vois plus qu'une coïncidence. Je vous propose que nous fassions de cette semaine un rendez-vous citoyen de débats, d'information, de réflexion sur la sécurité industrielle et sanitaire de notre territoire, et plus largement sur nos progrès locaux en matière de transition écologique. Je vous propose que nous y travaillions dès maintenant ensemble.

Lors de sa visite à Rouen le 30 octobre dernier, le Président de la République nous invitait à « *regarder devant* ». Evoquant « *l'avenir industriel* » et le « *développement économique* » de Rouen, il affirmait sa volonté de « *rebâtir l'attractivité de Rouen, faire de la ville et de la région un exemple de reconquête, faire valoir son image à l'occasion d'événements internationaux* » qu'il souhaitait « *organiser dans les prochaines semaines et les prochains mois* ». Depuis, il n'y a à ma connaissance pas eu d'avancée. Puis-je vous demander si quelque chose est effectivement prévu ? En matière d'attractivité et de développement durable de Rouen, je vous propose que l'appui de l'Etat soit fléché sur trois priorités stratégiques, d'intérêt à la fois local et national : le projet 'Rouen-Capitale européenne de Culture', la réalisation de la nouvelle Gare à Rouen et de la Ligne Nouvelle Paris-Normandie.

Ne le nions pas : le 26 septembre 2019 et dans les jours qui ont suivi, un lien de confiance a été dégradé, pour ne pas dire rompu. Le restaurer passe par plus de sécurité et plus de transparence. Je sais que nous partageons ces objectifs.

Vous remerciant par avance pour votre écoute, je vous réaffirme ma volonté de travailler ensemble dans l'intérêt du territoire et de ses habitants.

*Bien à vous,*

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'N' followed by a horizontal line and a vertical line that descends below the baseline.

Nicolas MAYER-ROSSIGNOL  
Maire de Rouen